

PRÉFECTURE DE L'OISE

Senlis, le

GABINET DU PRÉFET

AFFAIRES JUIVES

Monsieur le Maire de

J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien me faire parvenir d'urgence les renseignements ci-dessous en ce qui concerne M

demeurant à

	Mari	Epouse
Nom		
Prénoms		
Date et lieu de naissance		
Profession		
Nationalité d'origine		
Nationalité actuelle (I)		
race (Juive ou aryenne		
Religion		
Services militaires		
Décorations (date d'obtention)		
Lieu où a été souscrite la déclaration prescrite par la loi du 2.6.1941 portant recensement des Juifs.		

	Enfants	
	1	2
Nom		
Prénoms		
Date et lieu de naissance		
Nationalité d'origine		
Nationalité actuelle (I)		
race (Juive ou aryenne		
Religion		
Fils de		
Lieu où a été souscrite la déclaration prescrite par la loi du 2.6.41 portant recensement des Juifs.		

	3	4
Nom		
Prénoms		
Date et lieu de naissance		
Nationalité d'origine		
Nationalité actuelle (I)		
race (juive ou aryenne		
Religion		
Fils de		
Lieu où a été souscrite la déclaration prescrite par la loi du 2.6.41 portant recensement des Juifs.		

(I) En cas de naturalisation, indiquer la date du décret accordant la nationalité française.

(Voir au verso)

COMPIEGNE EN 1945-46

PROVISOIRE, PENURIE ET PATRIOTISME

Marc PILOT

Neuf mois après la libération de notre ville, la capitulation de l'Allemagne nazie du 8 mai 1945 fut accueillie avec joie et soulagement. On pouvait alors envisager le retour de l'"absent", la fin des restrictions et la reconstruction. Le programme de monsieur James de ROTHSCHILD, élu maire le 18 mai 1945, reflétait ces préoccupations :

- accueil des prisonniers, requis et déportés,
- amélioration du ravitaillement et de la répartition de tous les produits nécessaires à la vie courante,
- défense des sinistrés notamment en ce qui concerne le règlement des dommages de guerre,
- reconstruction de la ville,

Cependant la désorganisation profonde de notre économie devait engendrer rapidement des désillusions.

PROVISOIRE

L'une des priorités - mais à cette époque tout n'était-il pas prioritaire ? - consistait à assurer le logement pour une population qui augmentait. La tâche était immense car de l'Oise à l'Hôtel de

ville s'étendait un vaste champ de ruines résultant des bombardements de mai 1940 qui avaient déclenché un incendie de 62 heures.

Par une délibération du 26 septembre 1946, la municipalité se résigna à opter pour la voie des ba-

raquements face à une reconstruction qui tardait faute de matériaux (fer à béton par exemple) et de crédits ⁽¹⁾.

En juillet 1947 le récapitulatif de ces constructions s'établissait ainsi :

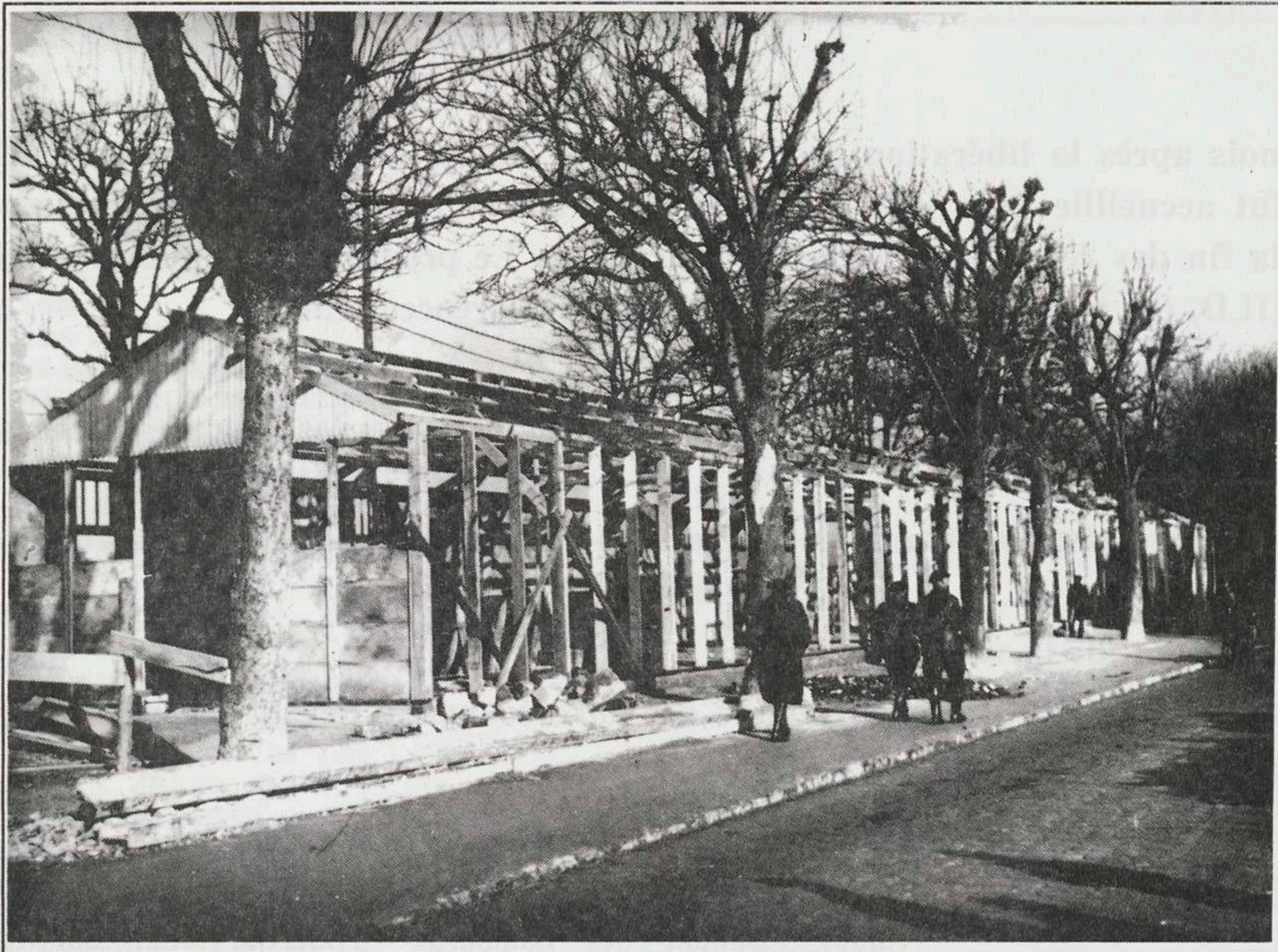
CONSTRUCTION	LOCALISATION	DOUBLE CASE	SIMPLE CASE
juin 1945	rue de l'Ecu	7	
" "	place du Change	1	6
août 1945	rue d'Amiens	3	2
" "	place de l'Hôtel-de-Ville	2	5
octobre 1945	rue des Gourneaux	3	6
mars 1946	Cours Guynemer	4	1
septembre 1946	rue d'Amiens	1	2
avril 1947	" "	5	4

La surface habitable était de 71 m² pour une famille de 6 à 9 personnes dans les baraquements rue de la Bannière du Roy (soit de 11,8 m² à 7,8 m² par habitant) ou encore de 49 m² pour 5 ou 6 personnes dans les jardins de l'hôpital St Joseph (soit de 9,8 m² à 8,2 m²). Ces derniers pouvaient en outre être entourés d'un jardinet pour donner un aspect agréable. Deux

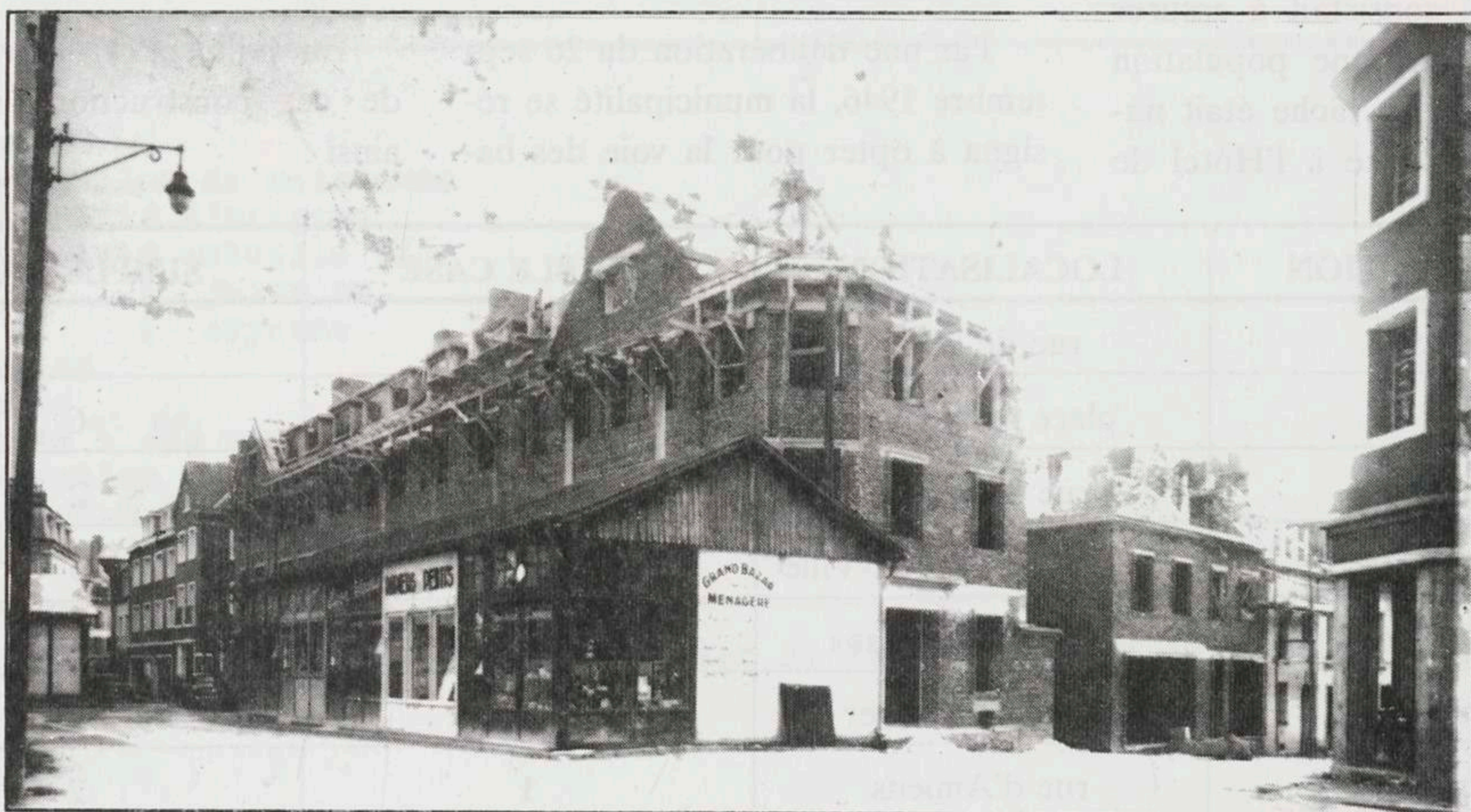
grandes constructions servaient de salles : l'une de 180 m² établie dans les fossés du Parc de Songeons abritait le cours complémentaire HERSAN, l'autre de 127 m² sur le Cours Guynemer servait de foyer des vieux.

Les commerçants disposaient en 1947 de 120 emplacements au lieu de 68 en 1945.

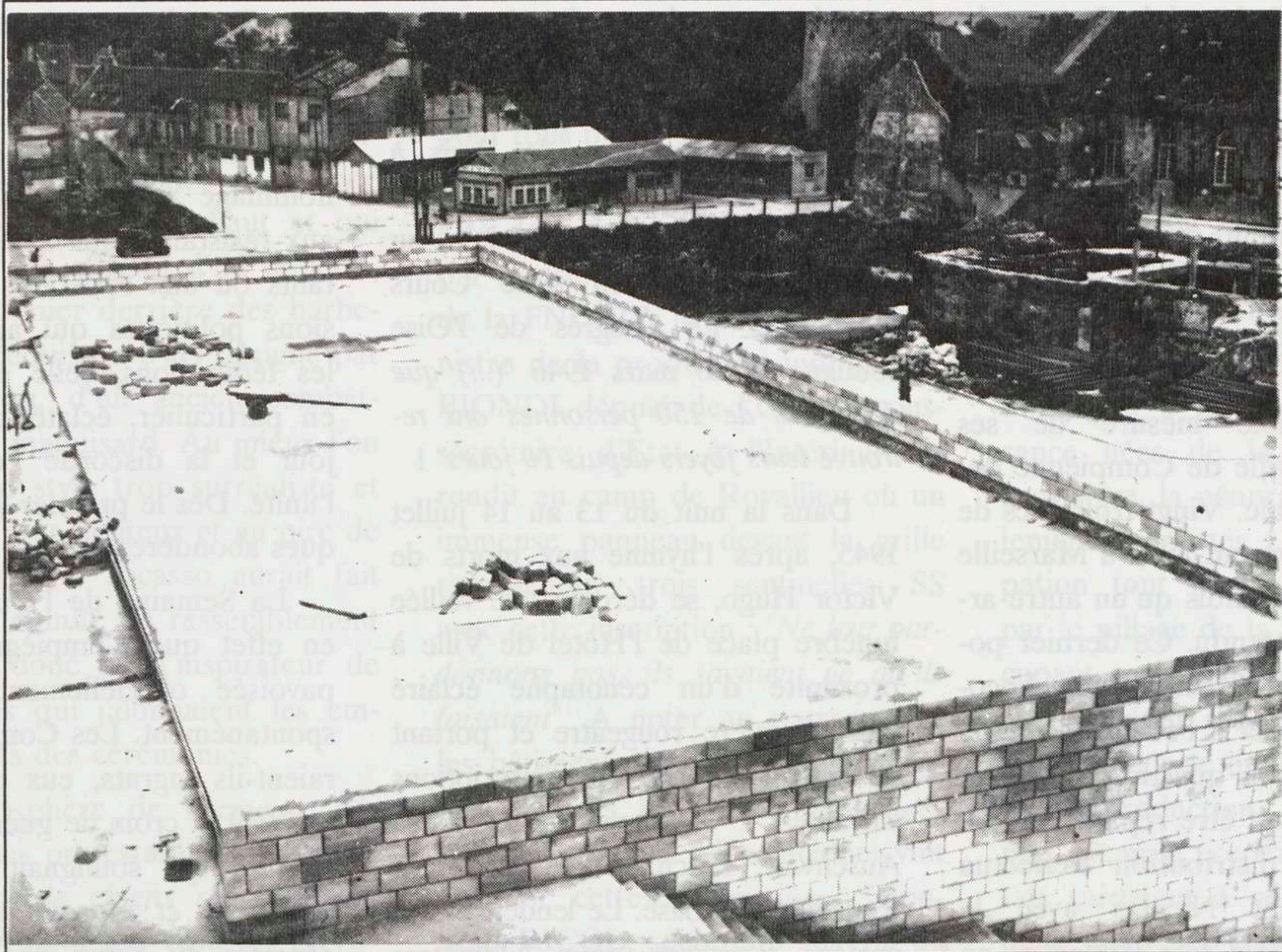
En 1948 le provisoire côtoie les nouvelles constructions en voie d'achèvement. Cette photo de la dalle des hallettes du marché couvert en témoigne. Elle doit cependant dater de 1949 puisqu'il est signalé en décembre 1948 que la plate-forme du marché est déjà bien avancée.



Baraquements provisoires (en construction ou en démolition ?) Cours Guynemer (Coll. J.-Cl. Lecuru)



Place du Change (Coll. J.-Cl. Lecuru)



Dalle de la Place du marché en reconstruction (1948 ou 1949) (Coll. J.-Cl. Lecuru)

PENURIE

Le ravitaillement était une préoccupation quotidienne et les cartes d'alimentation subsistèrent jusqu'en 1948 (2).

Comme aux plus beaux jours des B.O.F. (Beurre, Œuf, Fromage) le marché noir continuait de sévir. Les journaux ne manquaient pas de rapporter le démantèlement de certains trafics. Ce fut le cas en parti-

culier dans l'affaire BEUZART. Le 16 juillet 1945 fut incarcéré le 1^{er} adjoint et colistier de Monsieur de ROTHSCHILD. Ancien Directeur d'école et Président de la section locale du parti radical et radical-socialiste, Monsieur BEUZART se livrait en effet au trafic de cartes d'alimentation à raison d'environ 50 jeux complets par mois. Cette habitude contractée durant la guerre au profit du maquis se poursuivit pour des motifs moins glorieux : la boisson et les femmes. Six mois de prison et 5000 francs d'amende clôturèrent l'affaire.

L'été 1946 vit resurgir un phénomène coutumier sous l'Ancien Régime : la soudure ! Il fallait obligatoirement être inscrit chez un boulanger pour toucher du pain, de mauvaise qualité de surcroît. En effet si l'ONIC avait bien expédié 30000 quintaux de farine pour le département, la livraison ne comportait que 12000 quintaux de farine de blé et 18000 de céréales secondaires : 10000 de maïs, 5000



d'orge et 3000 de seigle. Les stocks étaient bas et ne représentaient que deux jours d'avance. Enfin de gros écarts de prix existaient entre la région parisienne et l'Oise ce qui provoqua une manifestation d'ouvriers à Creil le 26 août 1946⁽³⁾.

Une petite colonie peu fortunée, le Dahomey, vint porter assistance dans la faible mesure de ses moyens à la ville de Compiègne devenue sa filleule. Vingt-trois sacs de chocolat arrivèrent ainsi à Marseille fin mars 1946 tandis qu'un autre arrivage était attendu. Ce dernier posait plus de problème car le chocolat devait arriver à l'état brut ! L'on se posa aussi la question de savoir si le café devait être réparti vert ou torréfié. La distribution s'effectua aux Salles St Nicolas avec le concours de la Croix Rouge et en présence d'un Gouverneur général des Colonies.

Quelques mois plus tard le Dahomey allait même jusqu'à prendre en charge la totalité des frais d'un nouvel envoi devant l'impossibilité pour notre ville d'y faire face. Le 21 juin 1946 le Conseil municipal décida de rebaptiser la rue Mounier qui devint ainsi rue du Dahomey. Le 28 août 1947 nous recevions encore 9500 kg de café vert, 11600 kg de riz, 460 kg de tapioca et 5 tonnes de savon.

Face à cette pénurie les Compiégnois ne purent qu'être scandalisés quand ils apprirent que les journées du souvenir d'août 1946 dans notre ville allaient engloutir : 120000 boîtes de sardines et de maquereaux, 6 tonnes de fromages, 12 kilomètres de saucissons, 6 tonnes de fruits et 350 hectolitres de vin !

PATRIOTISME

Le retour des absents ne donna pas lieu à Compiègne à des manifestations de grande envergure étant donné l'échelonnement des rapatriements⁽⁴⁾. Des permanences furent

organisées par le comité du retour des absents et la mission de rapatriement. Un petit comité attendait les trains en provenance de Paris à 12H30, 17H30, 19H10 afin de recevoir les rapatriés et les conduire au centre de libération situé Cours Guynemer. Le Progrès de l'Oise souligne le 26 mars 1946 "(...) que déjà près de 150 personnes ont retrouvé leurs foyers depuis 10 jours" !

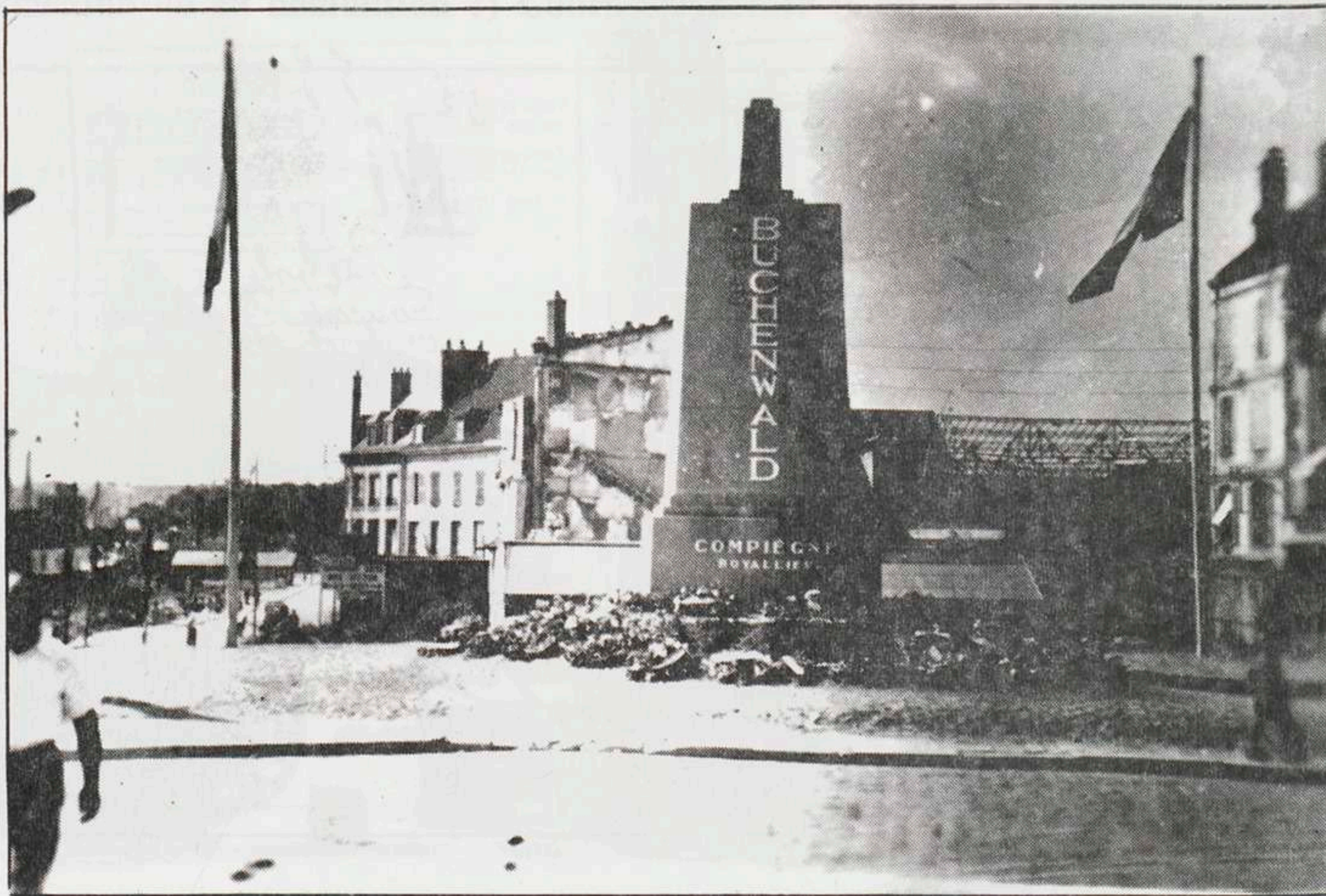
Dans la nuit du 13 au 14 juillet 1945, après l'hymne aux morts de Victor Hugo, se déroula une veillée funèbre place de l'Hôtel de Ville à proximité d'un cénotaphe éclairé d'une lumière rougeâtre et portant en lettres blanches les inscriptions suivantes : Buchenwald, Weisen, Auschwitz, Dachau et Compiègne, Royallieu à la base. Le lendemain un cortège d'environ deux kilomètres fleurit le cénotaphe puis se rendit à la gare pour l'inauguration de la plaque commémorant la déportation. Cette manifestation eut lieu dans le plus grand recueillement.

Les journées du souvenir d'août 1946, "les décevantes journées de Compiègne" comme les qualifia alors la presse engendrèrent bien des polémiques. Quelle ville mieux

que Compiègne, plaque tournante de la déportation, pouvait servir de cadre à une manifestation nationale solennelle et "œcuménique" rendant hommage aussi bien aux déportés, aux résistants, aux anciens combattants ou aux résistants ? Les divisions politiques qui agitaient déjà les fédérations, celle des déportés en particulier, éclatèrent au grand jour et la discorde l'emporta sur l'unité. Dès le premier jour les critiques abondèrent.

La Semaine de l'Oise soulignait en effet que Compiègne avait été pavoisée officiellement mais non spontanément. Les Compiégnois seraient-ils ingrats, eux qui reçurent en 1949 la croix de guerre avec une citation qui soulignait "(...) l'aide matérielle et morale apportée aux déportés du camp de Royallieu et l'accueil magnifique qu'elle a réservée aux prisonniers rapatriés" ?

La vérité est tout autre : il s'agissait déjà d'un conflit Paris/province. Les modalités de cette fête furent arrêtées dans la capitale ce qui provoqua les jalousies. A la simplicité spontanée que pouvait offrir la ville on préféra le grandiose officiel. La gare tendue de velours



Monument provisoire, angle de la Rue Solférino, juillet 1945

écarlate et de drapeaux accueillait le 15 août les nombreuses délégations. Sur la place s'élevaient d'immenses niches à claire-voie d'une dizaine de mètres de haut et qui abritaient les effigies d'un déporté, d'un prisonnier derrière des barbelés, d'un requis du STO désigné par un marteau, d'un ancien combattant, d'un maquisard. Au mieux l'on parla d'un style trop surréaliste et d'un goût très douteux et au pire de "picassoteries" ! Picasso aurait fait partie du comité de rassemblement et aurait donc été l'inspirateur de ces niches qui jalonnaient les emplacements des cérémonies.

L'atmosphère de kermesse déclencha des protestations unanimes: "*montrous de chiens sur le cours Guynemer, fakir qui vend ses horoscopes près du pont et enfin - quel serrement de cœur ! - le stand des fusillés, déportés et prisonniers de Compiègne, avenue Royale, entouré de marchands de frites, de glaces et de saucisses...*" D'autres soulignèrent la musique trop joyeuse pour la circonstance et la réclame pour la buvette entre deux messages destinés à obtenir des renseignements concernant les disparus.

Le 16 se déroulèrent des mani-

festations sportives, choquantes elles aussi pour certains et gâchées pour tous par la pluie.

La journée du 17 fut consacrée à la déportation. Un cortège mené par messieurs MANHES, président de la FNDIRP, Marcel PAUL, ministre de la production industrielle, BIONDI député de l'Oise et sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur, se rendit au camp de Royallieu où un immense panneau devant la grille représentait trois sentinelles SS avec cette inscription: "*Ne leur pardonnons pas, ils savaient ce qu'ils faisaient*". A noter au passage que les bâtiments A et B étaient occupés par des lits pliants aménagés pour les pèlerins ! Un incident vint émailler cette célébration: monsieur RICOL, secrétaire général de la FNDIRP prit à partie les membres de la Fédération Nationale des Déportés et Internés de la Résistance. Leur banderole fut piétinée.

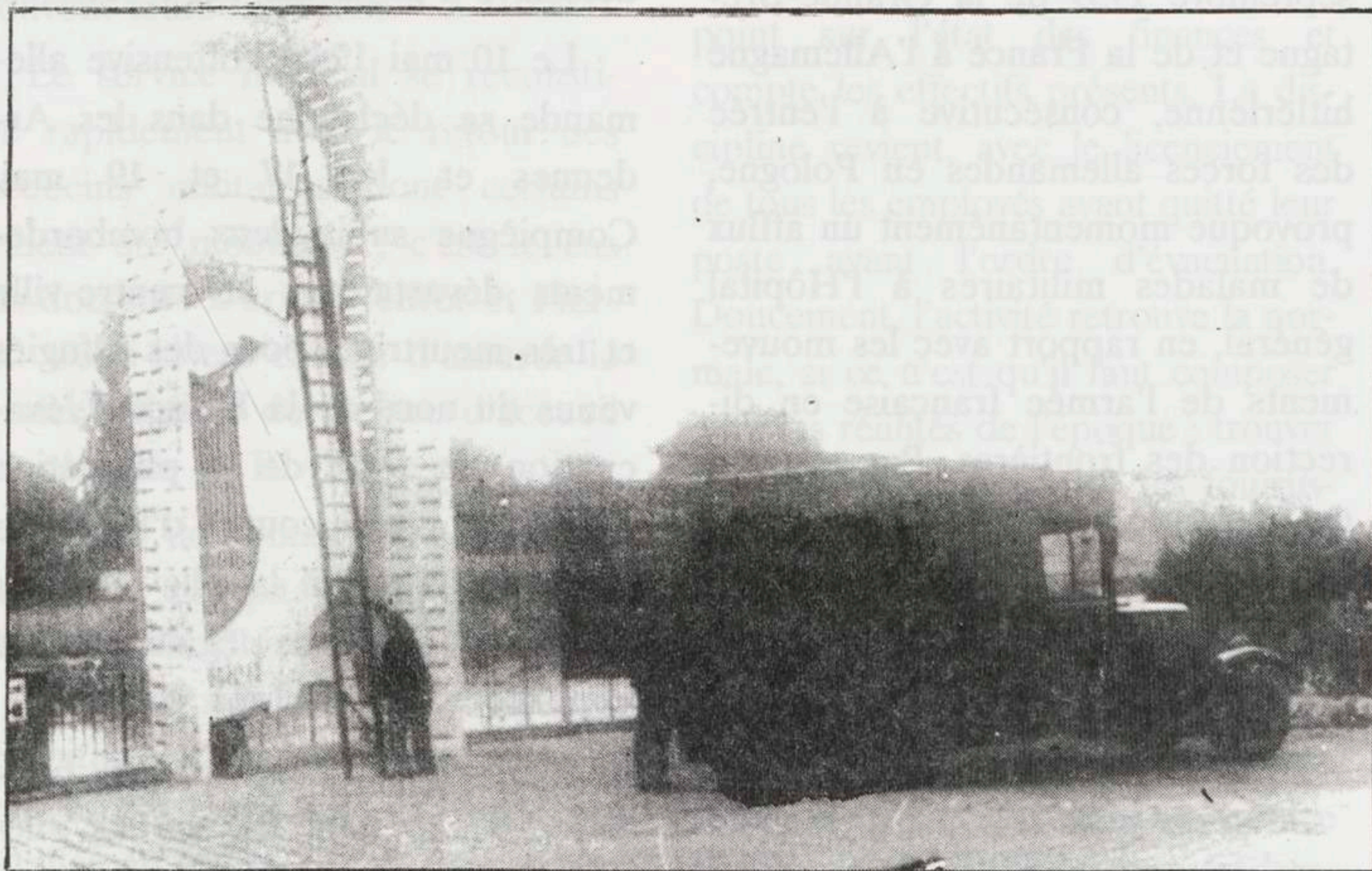
Deux camions de retour à 18H50 d'Allemagne avec une partie des dalles du monument de l'Armistice ne suffirent pas à faire oublier les divisions. La politique avait repris ses droits. Lors des cérémonies de clôture le 18, malgré la présence de monsieur Robert PRIGENT le mi-

nistre de la Population (MRP), nombreux furent ceux qui évoquèrent monsieur Laurent CASANOVA, ministre des Anciens Combattants (PC) et l'accusèrent d'avoir tenté de faire de ces journées du souvenir, une manifestation partisane.

L'immédiat après-guerre ne fut donc pas à la hauteur des espérances nées de la Libération. Le provisoire, la pénurie étaient difficilement supportés; pendant l'occupation tout pouvait être expliqué par le pillage de la France par l'occupant, mais dans cette France libérée qui était responsable? Certes des batailles se livraient sur le front de la production, dans les mines par exemple, cependant les résultats tardaient à se manifester. La belle unité née dans le refus, dans la lutte, dans l'euphorie avait volé en éclat et les querelles partisanes éclataient dans les manifestations les plus solennelles. Le bilan était donc sombre et si l'on a utilisé l'expression "*Allemagne année zéro*" pour nos voisins plongés dans le chaos, force est de constater que la situation de la France était aussi très proche de zéro.

NOTE :

- (1) Archives municipales, registre des délibérations du conseil.
- (2) La presse locale permet de mesurer très régulièrement l'état du ravitaillement. Ont été consultés: le Progrès de l'Oise, La Semaine de l'Oise, l'Oise Républicaine.
- (3) Les ouvriers ne comprenaient pas la différence de prix, de l'ordre de 1,70 fr au kilo, qui existait avec la région parisienne. L'explication d'alors était la suivante: les Parisiens consommaient essentiellement du pain fantaisie, la baguette, dont le prix plus élevé permettait d'offrir un prix plus bas pour le pain vendu au poids.
- (4) Le maire de Compiègne accueillit en personne certains groupes mais sans que cela donne lieu à de grandioses cérémonies. Monsieur Marcel LETORT, résistant communiste de retour de déportation, eut ainsi la surprise et... la déception d'être reçu par monsieur James de ROTHCHILD.



Journées du Souvenir d'août 1946 à Compiègne. Les "picassoteries" diversement appréciées par le public local.